

Minute n° R 671/2016
RG n° 12-16-000236

[REDACTED]
Fondation FRANCE-LIBERTES
La Coordination EAU-ILE-DE-FRANCE

C/

Société VEOLIA EAU
Société VEOLIA EAU D'ILE-DE-FRANCE (ci-après VEDIF)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

**ORDONNANCE DE REFERE DU 22 Décembre 2016
TRIBUNAL D'INSTANCE DE PUTEAUX**

DEMANDEUR(S) :

Madame [REDACTED] représenté(e) par Me FARO Alexandre, avocat
au barreau de PARIS

La Fondation FRANCE-LIBERTES Représentée par Monsieur Emmanuel POILANE 22 rue de Milan, 75009 PARIS,
représenté(e) par Me FARO Alexandre, avocat au barreau de PARIS

La Coordination EAU-ILE-DE-FRANCE Représentée par Monsieur Daniel HOFFNUNG 5 rue de la Révolution, 93100
MONTREUIL, représenté(e) par Me FARO Alexandre, avocat au barreau de PARIS

DEFENDEUR(S) :

Société VEOLIA EAU 163 avenue Georges Clémenceau, 92000 NANTERRE, représenté(e) par Me CABANES
Christophe, avocat au barreau de PARIS

INTERVENANT(S) VOLONTAIRE(S) :

Société VEOLIA EAU D'ILE-DE-FRANCE (ci-après VEDIF) représentée par son gérant, 28 boulevard Pesaro, 92050
NANTERRE, représenté(e) par Me CABANES Christophe, avocat au barreau de PARIS

COMPOSITION DU TRIBUNAL A L'AUDIENCE DU 19 OCTOBRE 2016 :

Président : Thierry WEILLER
Greffier : Annick VIARD

DEBATS :

Audience publique du 19 octobre 2016

Délibéré fixé au 15 décembre 2016, prorogé au 22 Décembre 2016

DECISION :

contradictoire, en premier ressort, prononcée par mise à disposition au Greffe, le 22 Décembre
2016 par Thierry WEILLER, Président, assisté de Annick VIARD, faisant fonction de Greffier.

Copie exécutoire délivrée le : 29.12.2016
à : Me FARO
Copie certifiée conforme délivrée le : 29.12.2016.
à : Me CABANES

EXPOSÉ DU LITIGE

A la suite de contestations relatives à ses factures d'eau formées par Madame [REDACTED] des travaux ont été réalisés sur le réseau situé après le compteur le 02 octobre 2015.

La fourniture en eau du logement de Madame [REDACTED] a été coupée à compter d'octobre 2015.

Par acte d'huissier du 04 mai 2016, Madame [REDACTED], la FONDATION FRANCE-LIBERTÉS et la COORDINATION EAU-ILE-DE-FRANCE ont fait assigner en référé la société VÉOLIA EAU devant ce tribunal et demandent :

- d'ordonner la réouverture du branchement en eau de la résidence de Madame [REDACTED] sous astreinte de 200 euros par jour de retard à compter de la décision à intervenir,
- de faire interdiction à la société VÉOLIA EAU de procéder à la coupure du branchement en eau de Madame [REDACTED] sous astreinte de 200 euros par jour de retard en cas de violation de cette interdiction, et ce pendant une durée de deux ans,
- de condamner la société VÉOLIA EAU à payer à Madame [REDACTED] la somme de 7.847,44 euros à titre de provisions sur dommages et intérêts pour le préjudice subi du fait de l'interruption de l'alimentation en eau de sa résidence principale,
- de condamner la société VÉOLIA EAU au paiement à chacune de la somme de 1.000 euros à titre de provision sur dommages et intérêts pour la FONDATION FRANCE-LIBERTÉS et la COORDINATION EAU-ILE-DE-FRANCE,
- de condamner la société VÉOLIA EAU à payer la somme de 3.000 euros au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

L'affaire a été entendue à l'audience du 25 mai 2016.

La société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE est intervenue volontairement à l'instance selon conclusions du 25 mai 2016.

Par mention au dossier du 22 juillet 2016, le juge des référés a ordonné la réouverture des débats afin de permettre le respect du contradictoire quant à la pièce nouvelle n°34 produite par les demandeurs.

A l'audience du 19 octobre 2016, Madame [REDACTED], la FONDATION FRANCE-LIBERTÉS et la COORDINATION EAU-ILE-DE-FRANCE, représentées par leur avocat, reprennent oralement les termes des conclusions qu'elle ont déposées le 25 mai 2016 et forment les demandes ci-dessus rappelées auxquelles elles ajoutent la demande suivante :

- ordonner au VEDIF le déplacement du compteur de Madame [REDACTED] en limite de propriété.

La société VÉOLIA EAU et la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE représentées par leur avocat, reprennent oralement les termes des conclusions qu'elle ont déposées le 13 octobre 2016 et demandent :

- de mettre hors de cause la société VÉOLIA EAU,
- d'admettre l'intervention volontaire de société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE,
- de débouter les demanderesses,
- de les condamner à payer la somme de 3.000 euros à chacune des concluentes au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

En application des dispositions de l'article 455 du code de procédure civile, il est expressément fait référence aux conclusions déposées par les parties et reprises oralement à l'audience pour un exposé plus ample de leurs moyens et des faits de la cause.

L'affaire a été mise en délibéré et la date de prononcé par mise à disposition au greffe a été fixée au 15 décembre 2016 et prorogée au 22 décembre 2016 en raison de la surcharge du magistrat.

MOTIFS

Sur l'intervention volontaire

La société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE est admise en son intervention volontaire.

Sur la mise hors de cause de la société VÉOLIA EAU

Les factures produites par Madame [REDACTED] ont été émises par la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE. Dès lors, la société VÉOLIA EAU est tiers au contrat et sera mise hors de cause.

Sur la coupure de la fourniture d'eau

L'article 848 du code de procédure civile dispose que, dans tous les cas d'urgence, le juge du tribunal d'instance peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend.

L'article 1147 du code civil dispose que le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

Madame [REDACTED] produit une lettre en date du 30 juillet 2015 de la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE lui demandant paiement de la somme de 1.694,18 euros et une lettre du 12 août 2015 l'informant qu'en cas d'absence de paiement immédiat, la fourniture en eau sera réduite dans 20 jours conformément aux dispositions du décret n°2008-780 du 13 août 2008.

Le relevé de consommation met en évidence une forte diminution, mais non un arrêt, de la consommation en septembre 2015 et un arrêt total à compter d'octobre 2015.

Or, il n'est pas contesté que des travaux ont été effectués sur le réseau d'alimentation en eau de la résidence de Madame [REDACTED] le 02 octobre 2015. La société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE reconnaît dans ses dernières écritures qu'il est probable que l'un de ses agents ait fermé le robinet de prise sous chaussée afin de limiter les fuites d'eau sans que cette fermeture soit tracée dans ses différents outils, ce qui explique que le branchement soit resté fermé.

Cette explication est corroborée par les indications du relevé de consommation qui mettent en évidence une coupure totale de la fourniture à compter de la date des travaux. Dès lors, la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE n'a pas coupé la fourniture d'eau pour absence de paiement des factures mais s'est limitée à réduire cette fourniture. En revanche, elle a commis une faute dans la réalisation des travaux en omettant de rouvrir le robinet de prise sous chaussée. Elle a en

conséquence engagé sa responsabilité à l'égard de Madame [REDACTED] et lui doit réparation de son préjudice.

Madame [REDACTED] est privée de fourniture d'eau depuis le 02 octobre 2015 et ne peut vivre depuis cette date à son domicile. Elle justifie d'un préjudice matériel de 1.847,44 euros. Par ailleurs, son préjudice moral résultant d'une coupure d'un an sera évalué à la somme de 5.000 euros. La société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE sera dès lors condamnée à lui payer la somme de 6.847,44 euros à titre de provisions sur dommages et intérêts.

Par ailleurs, il sera ordonné à la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE de procéder à la réouverture du branchement en eau de la résidence de Madame [REDACTED] sous astreinte de 200 euros par jour de retard à l'issue d'un délai de 15 jours à compter de la présente ordonnance.

La coupure d'eau n'étant pas due au non-paiement des factures, il n'y a pas lieu à référé sur la demande d'interdiction de procéder à d'autres coupures.

Enfin, et contrairement à ce que soutient Madame [REDACTED], il résulte du procès-verbal de constat d'huissier du 10 juin 2016 que le compteur se situe, non sous une plaque de béton, mais sous un "tampon en fonte" qui peut être soulevé. Il n'y a en conséquence pas lieu à référé sur la demande de déplacement.

Sur les demande formées par la FONDATION FRANCE-LIBERTÉS et la COORDINATION EAU-ILE-DE-FRANCE

La coupure de la fourniture en eau provient de la mauvaise exécution des travaux par la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE et non de l'absence de paiement de ses factures par Madame [REDACTED], de sorte qu'il existe une contestation sérieuse sur l'atteinte aux intérêts collectifs défendus par les demandereses et qu'il n'y a pas lieu à référé sur leur demande.

Sur la demande au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile

L'équité impose de condamner la VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE à payer à Madame [REDACTED] la somme de 1.500 euros au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

La FONDATION FRANCE-LIBERTÉS et la COORDINATION EAU-ILE-DE-FRANCE sont déboutées de leur demandes, de même que la société VÉOLIA EAU et la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE.

Sur les dépens

La société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE est condamnée aux dépens.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, statuant après débats en audience publique, par ordonnance contradictoire, en premier ressort, et prononcée par mise à disposition au greffe :

ADMETTONS l'intervention volontaire de la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE ;

METTONS hors de cause la société VÉOLIA EAU ;

CONDAMNONS la VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE à payer à Madame [REDACTED] la somme de 6.847,44 euros à titre de provisions sur dommages et intérêts ;

ORDONNONS à la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE de procéder à la réouverture du branchement en eau de la résidence de Madame [REDACTED] sous astreinte de 200 euros par jour de retard à l'issue d'un délai de 15 jours à compter de la présente ordonnance ;

DISON n'y avoir lieu à référé sur le surplus de la demande de Madame [REDACTED] ;

DISON n'y avoir lieu à référé sur les demandes de la FONDATION FRANCE-LIBERTÉS et de la COORDINATION EAU-ILE-DE-FRANCE ;

CONDAMNONS la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE à payer à Madame [REDACTED] la somme de 1.500 euros au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

DÉBOUTONS la FONDATION FRANCE-LIBERTÉS et la COORDINATION EAU-ILE-DE-FRANCE de leurs demandes au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

DÉBOUTONS la société VÉOLIA EAU et la société VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE de leurs demandes au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

CONDAMNONS la VÉOLIA EAU D'ILE DE FRANCE aux dépens.

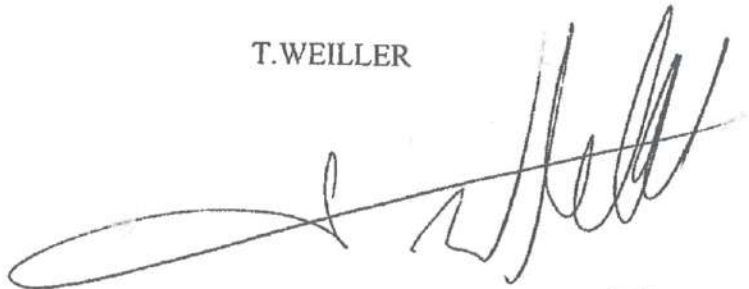
Ainsi jugé et mis à disposition au greffe le 22 décembre 2016.

LE GREFFIER
FAISANT FONCTION

LE PRÉSIDENT

A.VIARD

T.WEILLER



En Conséquence, la République Française mande et ordonne :
à tous huissiers de Justice sur ce requis de mettre la
dite décision à exécution
aux procureurs généraux et aux procureurs de la
République près les tribunaux de grande instance d'y tenir main ;
à tous commandants et officiers de la force
publique d'y prêter main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la présente expédition comportant la formule exécutoire certifiée
conforme à la minute de la dite décision a été signée,
scellée et délivrée par le
greffier en Chef soussigné, le **29 DEC. 2016**
Le Greffier en chef

